

**Entrepreneuriat et Finance Islamique : Vers un Modèle Tunisien
d'Innovation Économique Durable**
**Islamic Entrepreneurship and Finance: Towards a Tunisian Model for
Sustainable Economic Innovation**

Ali Fares ¹, Sami Boudabbous ²

¹ Université de Sfax, Tunisie, ali.fares@usf.tn

² Université de Sfax, Tunisie, samiboudabbous2002@yahoo.fr

Reçu le : 30/11/2025

Accepté le : 07/12/2025

Résumé:

Cet article analyse la convergence entre l'entrepreneuriat et la finance islamique comme moteur de développement économique durable en Tunisie. L'étude comparative des écosystèmes internationaux révèle un retard marqué des pays du Maghreb en termes d'actifs financiers islamiques (35-50 md USD vs 1500+ md USD), de fintechnologies islamiques (5-10 vs 70-150) et d'utilisation des instruments participatifs (5-10% vs 35-45%). Nous proposons un cadre stratégique intégrant le développement des fintechnologies islamiques, le soutien aux spin-offs universitaires via la Mudaraba et la Musharaka, et la mise en place d'un suivi par indicateurs KPI. Cette approche positionnerait la Tunisie comme un pôle d'innovation entrepreneuriale éthique en Afrique du Nord.

Mots Clés : Entrepreneuriat islamique, Finance islamique, Fintech, KPI, Tunisie, Triple Hélice

Jel Classification Codes : G21, Z12, O31, O55, L26

Abstract:

This article examines the convergence between entrepreneurship and Islamic finance as an engine for sustainable economic development in Tunisia. A comparative analysis of international ecosystems reveals a significant gap in Maghreb countries regarding Islamic financial assets (\$35-50 billion vs \$1500+ billion), Islamic fintechs (5-10 vs 70-150), and use of participatory instruments (5-10% vs 35-45%). We propose a strategic framework integrating the development of Islamic fintech, support for university spin-offs through Mudaraba and Musharaka, and KPI monitoring implementation. This approach would position Tunisia as a hub for ethical entrepreneurial innovation in North Africa.

Keywords : Islamic Entrepreneurship, Islamic Finance, Fintech, KPIs, Tunisia, Triple Helix.

Jel Classification Codes : G21, Z12, O31, O55, L26

Introduction

L'économie islamique connaît une expansion remarquable à l'échelle mondiale, portée par une demande croissante de produits financiers éthiques et conformes aux préceptes de la Charia. Avec un volume d'actifs dépassant les 4000 milliards de dollars US en 2024 (Reuters, 2024), ce secteur affiche un taux de croissance annuel soutenu, dépassant souvent celui de la finance conventionnelle dans de nombreuses régions.

Dans ce paysage en mutation, l'entrepreneuriat émerge comme un pilier central de la création de valeur, de l'innovation et du développement socio-économique (Kayed & Hassan, 2011). La convergence entre les principes de la finance islamique qui promeuvent la justice sociale, le partage des risques et l'investissement dans l'économie réelle – et les impératifs du développement durable crée un terrain fertile pour l'émergence de modèles entrepreneuriaux innovants, socialement responsables et résilients.

La Tunisie, confrontée à des défis économiques structurels et à une demande croissante d'inclusion financière, cherche à dynamiser son écosystème entrepreneurial et à diversifier ses sources de financement. Pourtant, le potentiel de la finance islamique comme levier stratégique pour y parvenir reste sous-exploité, comme en témoigne la part marginale de ses actifs dans le système financier national, estimée à moins de 2% (FTH, 2023).

Cet article se propose donc d'analyser l'interface stratégique entre l'entrepreneuriat et la finance islamique, en se concentrant sur les modèles financiers participatifs qui favorisent la création d'entreprises durables.

Cette recherche adopte une **démarche qualitative** fondée principalement sur une **analyse comparative** et une **revue systématique de la littérature**. La méthodologie repose sur deux piliers :

1. **Analyse documentaire et revue de la littérature** : Nous avons procédé à l'examen critique d'un corpus académique (ouvrages, articles scientifiques) et professionnel (rapports sectoriels de Deloitte, IFSB, MENA Fintech Association) portant sur la finance islamique et l'entrepreneuriat, avec un focus sur la région MENA.
2. **Benchmarking international** : Une analyse comparative rigoureuse a été menée pour objectiver la position de la Tunisie et du Maghreb par rapport aux écosystèmes leaders (Malaisie, Indonésie, EAU, Arabie Saoudite). Cette comparaison s'appuie sur une série d'indicateurs clés de performance (KPI) quantitatifs, synthétisés dans le Tableau 1.

En s'appuyant sur cette double approche, cette recherche vise à formuler un cadre de recommandations opérationnelles et adaptées au contexte socio-économique tunisien, afin de libérer ce potentiel inexploité.

1. Cadre Conceptuel

1.1. L'Entrepreneuriat Islamique : Fondements Éthiques et Distinctifs

L'entrepreneuriat islamique se distingue de son homologue conventionnel par son ancrage profond dans un cadre éthique et moral tiré de la Charia. Il ne s'agit pas simplement d'une activité économique, mais d'un acte d'adoration (Ibadah) qui intègre des dimensions de justice sociale (Adl), d'intendance de la Terre (Khalifa) et de recherche de la satisfaction divine (Rida). Comme le souligne Obaidullah (2008), les décisions entrepreneuriales doivent impérativement respecter les principes de la Charia, qui interdisent l'intérêt (Riba), l'incertitude excessive (Gharar) et la spéculation (Maysir). En contrepartie, ce modèle encourage le partage des profits et des pertes, la solidarité (Takaful) et la contribution au bien-commun (Maslaha). Ainsi, l'entrepreneur musulman est conçu comme un agent de changement positif, dont la réussite est mesurée à l'aune de son impact social et environnemental autant que par sa rentabilité financière.

1.2. Les Instruments de la Finance Islamique : Leviers pour l'Innovation Entrepreneuriale

Les instruments de financement islamique sont structurellement alignés avec les besoins et les risques de l'activité entrepreneuriale, offrant une alternative viable au modèle de dette traditionnel.

- **La Musharaka (partenariat) :** Il s'agit d'un partenariat où toutes les parties contribuent au capital et partagent les profits et les pertes selon un ratio prédéfini. Cet instrument est idéal pour le financement de projets en phase de croissance, car il aligne parfaitement les intérêts de l'investisseur et de l'entrepreneur dans la réussite à long terme du projet.
- **La Mudaraba (partenariat de commandite) :** Dans ce contrat, un partenaire (le Rab al Mal) fournit l'intégralité du capital et l'autre (le Mudarib) fournit l'expertise, le travail et la gestion. Les profits sont partagés selon un accord préalable, tandis que les pertes financières sont supportées par l'investisseur. C'est un outil puissant pour le capital-risque et le financement des startups en phase d'amorçage, permettant à des entrepreneurs talentueux sans capital initial de concrétiser leurs idées.

- **Les Sukuk (obligations islamiques)** : Contrairement aux obligations conventionnelles, les Sukuk représentent une part de propriété dans un actif tangible, un service ou un projet. Ils permettent aux entreprises de lever des fonds importants pour des projets d'infrastructure ou d'expansion sans recourir à l'intérêt.

1.3. Un Cadre Théorique Intégrateur : La Triple Hélice Revisité

Notre analyse s'appuie sur une adaptation du modèle de la **Triple Hélice** (Université--Entreprise--État) au contexte de la finance islamique. Ce modèle, popularisé par Etzkowitz et Leydesdorff (2000), postule que l'innovation naît de l'interaction et du chevauchement de ces trois sphères. Dans le cadre islamique, cette interaction est imprégnée de valeurs éthiques :

- **L'Université** ne se contente pas de former des compétences ; elle cultive des entrepreneurs éthiques, mène des recherches et développement (R&D) conformes aux valeurs islamiques et peut héberger des incubateurs spécialisés.
- **L'Entreprise** (incluant les banques islamiques, les fonds d'investissement et les startups) utilise les instruments de financement participatif pour catalyser l'innovation et partager les risques.
- **L'État** joue un rôle crucial en établissant un cadre réglementaire incitatif, clair et stable, en favorisant les partenariats public-privé et en intégrant des objectifs de développement durable dans sa politique économique.

2. Analyse Comparative Internationale et Résultats

2.1. Benchmark International : Les Écosystèmes Leaders et leur Performance

Une analyse comparative des pays leaders révèle les piliers de leur succès. La Malaisie et l'Indonésie se distinguent par la maturité et la profondeur de leur marché, avec des actifs islamiques dépassant respectivement 1800 et 1600 milliards USD (Deloitte, 2023). Leur succès repose sur un cadre réglementaire clair et dédié, un soutien gouvernemental proactif et une intégration poussée de la fintech dans l'écosystème. Les Émirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite, quant à eux, misent stratégiquement sur l'innovation et la digitalisation pour positionner Dubaï et Riyad comme des hubs globaux incontournables de la finance islamique, soutenus par des investissements massifs dans les technologies financières.

2.2. Benchmark Régional : La Position des Pays Émergents du Maghreb

En contraste frappant, la Tunisie, le Maroc et l'Égypte affichent un marché encore naissant et fragmenté. Le nombre très limité de fintechs islamiques et la faible proportion des instruments participatifs (Musharaka et Mudaraba) dans le financement des entreprises, estimée entre 5 et 10%, témoignent d'un écosystème en construction, d'une méconnaissance des outils de financement alternatifs et d'une frilosité persistante face au partage des risques.

2.3. Tableau des Indicateurs Clés (KPI) – Une Analyse Comparative Rigoureuse

Le tableau suivant synthétise les écarts de performance entre les écosystèmes leaders et la région Maghreb, objectivant le retard mais aussi le potentiel de croissance.

Tableau 1 : Indicateurs Clés de Performance (KPI) pour la Finance Islamique et l'Entrepreneuriat (2023-2024)

Indicateur (KPI)	Définition / Formule	Malaisie	Indonésie	EAU	Arabie Saoudite	Tunisie / Maghreb (Estimations)	Analyse Comparative
Actifs financiers islamiques	Total des actifs conformes à la charia	1830 md\$	1600 md\$	980 md\$	1500 md\$	35--50 md\$	L'écart abyssal souligne le retard structurel et le manque d'infrastructures dédiées en Afrique du Nord.
Nombre de fintechs islamiques	Fintech offrant des services conformes	120	150	85	70	5--10	Le potentiel de croissance est immense, lié à une jeune population et à l'expansion de la bancarisation numérique.
Croissance annuelle des actifs fintech (%)	Taux de croissance annuel	12%	15%	14%	13%	8--10%	Un taux plus faible reflète un marché moins dynamique et un manque d'investissements d'amorçage.

Part des instruments participatifs (%)	% des financements utilisant Musharaka/Mudaraba	40%	45%	35%	38%	5--10%	Indicateur clé : Ce faible pourcentage révèle une prédominance des produits de vente (Murabaha) et une culture financière orientée vers la dette.
Startups financées annuelle ment	Nombre de startups financées via instruments islamiques	50--60	70--80	25--30	20--25	1--5	Le pipeline entrepreneurial "islamique" est quasi-inexistant, limitant la diversification de l'économie.
Taux de succès (survie >3 ans)	% de startups toujours actives après 3 ans	78%	74%	70%	68%	~50%	Ce taux plus bas s'explique par l'immaturité de l'écosystème et un accompagnement post-crédation insuffisant.

Sources : Synthèse des données de MENA Fintech Association (2023), Deloitte (2022), MarketDataForecast (2023), et rapports nationaux.

3. Discussion

Les résultats présentés, particulièrement dans le Tableau 1, mettent en lumière des écarts significatifs qui dépassent la simple quantification. La discussion suivante vise à en interpréter les implications profondes.

Premièrement, la faiblesse de la « **Part des instruments participatifs** » au Maghreb (5-10% contre 35-45% chez les leaders) n'est pas qu'une question de produit financier. Elle reflète une **culture financière encore ancrée dans le paradigme de la dette** (Murabaha), où la relation banque-client est basée sur un prêt avec marge plutôt que sur un partenariat. Ceci constitue un frein majeur à l'innovation, car les modèles participatifs comme la Musharaka sont naturellement alignés avec le risque élevé et le potentiel de croissance des startups.

Deuxièmement, le faible nombre de « **Startups financées annuellement** » et le « **Taux de succès** » inférieur révèlent une lacune systémique dans l'écosystème. L'absence d'un pipeline robuste d'entreprises financées par des mécanismes islamiques suggère un déficit de connexion entre le capital disponible et les entrepreneurs, ainsi qu'un accompagnement post-investissement inadéquat. Ceci valide l'adaptation du modèle de la **Triple Hélice**, en

soulignant la nécessité d'une interaction plus forte et éthique entre l'Université (formation et incubation), l'Entreprise (financement et mentorat) et l'État (régulation et incitations).

Enfin, le potentiel identifié par le faible nombre de « **fintechs islamiques** » est considérable. La digitalisation pourrait être le catalyseur qui permet de sauter des étapes de développement, en offrant un accès plus large, moins cher et plus transparent aux financements participatifs, répondant ainsi aux attentes d'une jeune population connectée et en quête de sens.

4. Recommandations Stratégiques pour la Tunisie

L'analyse comparative et la discussion mettent en lumière des lacunes structurelles mais aussi des opportunités stratégiques pour la Tunisie. Les recommandations suivantes forment un plan d'action cohérent pour bâtir un écosystème compétitif.

4.1. Renforcer les Infrastructures Financières et Réglementaires :

- **Développer les Fintechs Islamiques :** Créer un "régulateur sandbox" supervisé par la Banque Centrale pour permettre l'expérimentation contrôlée de solutions comme le crowdfunding islamique, les néobanques et les plateformes de Sukuk pour PME.
- **Consolider le Cadre Légal :** Adopter une loi spécifique et complète sur la finance islamique, clarifiant le statut juridique des instruments participatifs et offrant une sécurité aux investisseurs nationaux et internationaux.

4.2. Dynamiser l'Écosystème Entrepreneurial par la Formation et le Financement :

- **Soutenir les Spin-offs Universitaires :** Intégrer des modules sur l'entrepreneuriat et la finance islamique dans les cursus. Créer des fonds d'amorçage dédiés utilisant la Mudaraba, gérés en partenariat avec des pépinières d'entreprises universitaires.
- **Mettre en place un Accompagnement Intégré :** Développer des programmes de mentorat couplés à un financement progressif, incluant des formations spécialisées sur la construction de business plans éthiques et la gestion de l'innovation.

4.3. Instaurer une Culture du Suivi par les Indicateurs de Performance (KPI) :

- **Opérationnaliser le Suivi par KPI :** Confier à une agence publique (ex : APII ou Banque Centrale) la publication d'un rapport annuel monitorant les KPI identifiés, permettant une évaluation data-driven des politiques publiques.

- **Créer un Observatoire National** de l'entrepreneuriat et de la finance islamique pour centraliser les données, promouvoir la recherche et diffuser les bonnes pratiques.

4.4. Favoriser les Partenariats Public-Privé (PPP) :

- **Incitations Fiscales Ciblées** : Accorder des crédits d'impôt ou des exonérations temporaires pour les investissements dans les startups via des instruments participatifs (Musharaka).
- **Fonds de Co-investissement** : L'État pourrait lancer un fonds de fonds qui co-investit systématiquement avec des fonds islamiques privés et internationaux, afin de réduire le risque perçu et d'attirer les capitaux.

5. Conclusion et Perspectives

Cette recherche démontre que l'intégration stratégique de la finance islamique dans l'écosystème entrepreneurial tunisien représente une opportunité unique de construire un modèle de croissance plus résilient, inclusif et orienté vers l'innovation durable. Les enseignements tirés des modèles malaisien et émirati soulignent l'impérative nécessité d'une approche systémique et coordonnée, alliant une régulation adaptée, l'innovation financière et une éducation ancrée dans les valeurs éthiques. Le cadre stratégique proposé, articulé autour du renforcement réglementaire, du financement participatif des spin-offs universitaires et du suivi par les KPI, offre une feuille de route concrète pour combler le retard identifié.

Les perspectives de recherche futures pourraient s'orienter vers :

- L'analyse approfondie du potentiel de la **finance verte islamique** (Sukuk verts) pour financer la transition écologique en Tunisie.
- L'étude des freins comportementaux et culturels à l'adoption de la finance participative par les entrepreneurs et investisseurs tunisiens, à travers des enquêtes de terrain qualitatives.
- Le rôle des **technologies disruptives** comme la Blockchain dans la garantie de la transparence, de la traçabilité et du respect automatique de la Charia dans les transactions financières complexes.

En se saisissant de ces leviers avec une volonté politique affirmée, la Tunisie peut non seulement combler son retard mais aussi se positionner comme un pôle de référence pour un entrepreneuriat éthique, durable et innovant en Afrique du Nord et dans l'espace méditerranéen.

Références Bibliographiques

1. Abu-Tapanjeh, A. M. (2009). Corporate governance from the Islamic perspective: A comparative analysis with OECD principles. *Critical Perspectives on Accounting*, 20(5), 656-667.
2. Al-Amine, M. A. M. (2012). *Global Sukūk and Islamic Securitization Market: Financial Engineering and Product Innovation*. Brill.
3. Arab News FR. (2025). *Les startups du MENA lèvent 2,3 milliards de dollars en 2024*.
4. Asutay, M. (2007). A political economy approach to Islamic economics: Systemic understanding for an alternative economic system. *Kyoto Bulletin of Islamic Area Studies*, 1(2), 3-18.
5. Banque Centrale de Tunisie (BCT). (2023). *Rapport Annuel sur le Système Financier Tunisien*.
6. Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Merrouche, O. (2013). Islamic vs. conventional banking: Business model, efficiency and stability. *Journal of Banking & Finance*, 37(2), 433-447.
7. Deloitte. (2022). **Global Islamic Economy Report 2022/2023**. Deloitte Middle East.
8. Etzkowitz, H., & Leydesdorff, L. (2000). The dynamics of innovation: from National Systems and "Mode 2" to a Triple Helix of university–industry–government relations. *Research policy*, 29(2), 109-123.
9. Fédération Tunisienne des Finances (FTF). (2023). *Étude sur le Développement de la Finance Islamique en Tunisie*.
10. [FNH.ma](https://fnh.ma). (2025). *Finance islamique : le Maroc à la traîne*.
11. Hassan, M. K., & Kayed, R. N. (2009). The global financial crisis, risk management and social justice in Islamic finance. *ISRA International Journal of Islamic Finance*, 1(1), 33-58.
12. Iqbal, Z., & Mirakhor, A. (2011). *An Introduction to Islamic Finance: Theory and Practice*. John Wiley & Sons.
13. Islamic Financial Services Board (IFSB). (2023). *Islamic Financial Services Industry Stability Report 2023*.
14. Kayed, R. N., & Hassan, M. K. (2011). Islamic entrepreneurship: A case study of Saudi Arabia. *Journal of Islamic Economics, Banking and Finance*, 7(4), 35-56.
15. Khan, F. (2010). How 'Islamic' is Islamic banking? *Journal of Economic Behavior & Organization*, 76(3), 805-820.
16. MarketDataForecast. (2023). *Islamic Finance Market Size, Share & Growth Report*.

17. MENA Fintech Association. (2023). *The State of Fintech in the MENA Region: 2023 Report*.
18. Obaidullah, M. (2008). *Entrepreneurship and SME finance in Islamic economy*. Islamic Research and Training Institute (IRTI), Islamic Development Bank Group.
19. Reuters, T. (2024). *Islamic Finance Development Report 2024*. Thomson Reuters.
20. Sarea, A. M., & Mustafa, M. H. (2013). The impact of culture on the acceptance of Islamic banking in Tunisia. *Journal of Islamic Accounting and Business Research*, 4(2), 142-156.
21. Triki, T., & Guedhami, O. (2010). *The role of Islamic finance in enhancing financial inclusion in Organization of Islamic Cooperation (OIC) countries*. The World Bank.
22. Warde, I. (2000). *Islamic finance in the global economy*. Edinburgh University Press.
23. Zysman, J. (1983). *Governments, markets, and growth: Financial systems and the politics of industrial change*. Cornell University Press.